



C E T R I

ANALYSE 2017
31 janvier

Centre tricontinental

QU'EST-CE QU'UN BON GOUVERNEMENT ?

Guy Bajoit

À Salvador Allende, à Nelson Mandela, à François Hollande, à Barack Obama, à Paul Magnette, à Hugo Chavez, à José Mujica, à Luiz Inacio Lula Da Silva, à Evo Morales, à Rafael Correa, à Michelle Bachelet et... à tous ceux qui ont essayé de rendre le monde (ne fût-ce qu'un peu) plus humain !

Je vais d'abord reprendre ici, *in extenso* et avec son autorisation, le « Message de Nouvel An » (pour 2017) que le Président de la République d'Utopie a adressé à ses concitoyens. Il a eu l'amabilité de m'en faire parvenir une copie, et je l'ai traduite en français le plus fidèlement possible. Ne cherchez pas sur la carte : personne ne sait où se trouve ce pays. Et c'est sans doute mieux ainsi, car il semble qu'on y vive aujourd'hui les mêmes difficultés qu'ailleurs¹ !

Utopiennes et Utopiens, mes chers Concitoyens.

Je suis votre Président depuis bientôt cinq ans et mon mandat se terminera dans quelques mois. Je prétends être un homme sincère et honnête, qui fait preuve de bon sens et de bonne volonté, et mes convictions politiques de gauche m'incitent à me préoccuper beaucoup de justice sociale. Il me semble que c'est bien pour cette raison que vous m'avez élu, n'est-ce pas ? Par les fonctions que j'exerce, je suis censé promouvoir et garantir l'intérêt général des habitants de ce pays. Et c'est bien, je vous l'assure, ce que j'essaie de faire tous les jours : je ne dis pas cela, vous pouvez me croire, pour jeter de la poudre aux yeux, ni pour me faire réélire — d'ailleurs, j'ai décidé de ne pas me représenter, car depuis que j'exerce ce « fichu métier » (pardonnez-moi l'expression), je n'en dors plus et j'en suis malade ! En effet, depuis quelques décennies — et vous le savez mieux que personne dès lors que c'est vous qui en subissez les conséquences néfastes —, la situation de notre cher pays d'Utopie s'est beaucoup détériorée.

Je vais tenter de vous expliquer les raisons de cette détérioration. Je m'engage à vous dire ici la vérité, sans tourner autour du pot. Ce ne sera pas facile d'être clair sur des questions aussi complexes, mais je ferai tout mon possible ; et je vous prie de m'excuser si j'exprime des idées et si j'emploie parfois des mots un peu difficiles à comprendre pour des gens dont le métier n'est pas de faire ni de la politique ni de l'économie. Je m'engage à vous les expliquer du mieux que je le pourrai, même si cela prend un peu de temps.

¹. Je remercie sincèrement pour leur aide les chercheurs du CETRI qui ont bien voulu relire et discuter la première version de ce texte et me faire d'intéressantes remarques critiques, dont j'ai tenté de tenir compte au mieux. Merci donc à son directeur, Bernard Duterme, ainsi qu'à Jacques Bastin, Laurent Delcourt, Julie Godin, Carlos Mendoza, François Polet et Frédéric Thomas.

Voici donc ce qui constitue, depuis cinq ans, l'essentiel de mes préoccupations quotidiennes. Je les ai classées en six points, que j'ai appelés les « problèmes vitaux de notre vie commune ». Et ils sont bien vitaux, croyez-le : car ils sont tous étroitement liés entre eux², et si l'un d'eux n'était pas résolu de manière satisfaisante, il rendrait plus difficile la résolution des autres et notre pays risquerait de s'affaiblir, au point de ne plus pouvoir survivre, dans le monde tel qu'il est de nos jours.

1— La question du bien-être matériel

Pour qu'une collectivité quelconque (n'importe où, n'importe quand) puisse survivre et améliorer ses conditions d'existence, elle doit produire assez de richesse économique pour satisfaire les besoins matériels de ses membres. Mais, puisque dans une collectivité humaine tout le monde ne peut pas s'occuper de produire de la richesse — il y a, en effet, beaucoup d'autres tâches qui doivent être accomplies : éduquer les enfants, soigner les malades, rendre la justice, poursuivre les criminels, défendre la patrie, etc. —, il faut bien qu'il existe un groupe de gens qui en produisent non seulement pour satisfaire leurs besoins à eux, mais aussi ceux des personnes occupées à d'autres activités également nécessaires. Appelons ce groupe « classe productrice » (ou « classe P ») : sa fonction est de produire un surplus de richesse, c'est-à-dire une différence entre la valeur économique de ce qu'ils produisent et celle de ce qu'ils consomment eux-mêmes. Et cette fonction est absolument indispensable à la survie de tous. Si nous n'avions pas de « classe P », nous redeviendrions une « horde primitive ».

Mais il ne suffit pas de produire un surplus. Encore faut-il qu'il soit géré : il faut que l'on décide de l'usage social que l'on va en faire. On peut s'en servir pour satisfaire les besoins de ceux qui remplissent d'autres fonctions sociales : c'est, en principe, à cela qu'il doit être utilisé d'abord. Mais on ne peut pas le consacrer entièrement à cela. Il faut en garder au moins une partie pour acheter à d'autres collectivités les biens et les services que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes ; il faut aussi qu'une autre partie soit réinvestie dans des activités économiques qui produiront des biens et des services nouveaux dont nous avons besoin ; il en faut également pour couvrir les dépenses (financées par les impôts) de l'État, qui doit offrir à ses citoyens de nombreux services à des prix abordables (les services publics, l'éducation, la santé, la culture, l'aide sociale, la construction d'infrastructures, etc.) ; et il en faut enfin pour rémunérer les investisseurs qui ont risqué leurs capitaux personnels dans des entreprises dont ils ne savaient pas d'avance si elles réussiraient ou si elles feraient faillite. Cette fonction de gestion des surplus est, elle aussi, tout à fait indispensable à la survie de tous.

Mais qui doit l'accomplir ? Il n'y a que trois solutions : ou bien, ce sont les investisseurs eux-mêmes (comme sous le capitalisme, mais aussi sous l'esclavagisme et sous le féodalisme), ou bien ce sont les dirigeants des appareils de l'État (comme sous les régimes communistes), ou bien ce sont des délégués des travailleurs eux-mêmes, qui ont produit le surplus (comme sous le régime de l'autogestion). La collectivité attend évidemment de ces gestionnaires (que, pour simplifier, j'appelle « classe gestionnaire » ou « classe G »), qu'ils gèrent le surplus dans l'intérêt général, c'est-à-dire que la richesse soit répartie d'une manière considérée par la culture régnante, comme équitable et qu'il n'y ait pas d'inégalités sociales jugées excessives. Cependant, comme l'histoire nous l'enseigne, nous savons bien que, si leur gestion n'est pas étroitement surveillée, cette « classe G » (qu'elle soit privée ou publique) aura tendance à détourner le surplus au profit de ses intérêts particuliers. Ce n'est pas bien qu'ils fassent cela, me direz-vous. Non, mais cela est vieux comme le monde !

Bref, vous l'aurez compris, pour que les conditions matérielles d'existence d'un pays s'améliorent, il faut que la « classe P » travaille beaucoup, pour produire le surplus le plus grand possible, et il faut que la « classe G » investisse beaucoup et gère ce surplus dans l'intérêt général. Si ces deux préalables ne sont pas réunis, le pays connaîtra la stagnation, voire la régression, et les conditions de vie des gens se détérioreront.

Voyons maintenant ce qu'il en est chez nous, dans notre cher pays d'Utopie. Avant les années 1980, nous avons pratiqué les trois manières de produire et de gérer le surplus : nous avons un secteur industriel privé, piloté par des investisseurs capitalistes (beaucoup de petites et moyennes entreprises et deux ou trois grosses) ; nous avons aussi un secteur public assez développé, et nous avons surtout, comme il se doit dans un pays comme le nôtre, un secteur autogestionnaire, fait de coopératives auxquelles nous tenions beaucoup. Hélas ! à partir des années 1970-1980, ces trois modes de production et de gestion de la richesse ont périclité : tous les trois ! Et c'est là que moi, votre Président,

². NdT (Note du traducteur) : Comme j'ai tenté de le démontrer dans une publication antérieure : Guy Bajoit, « *Le capitalisme néolibéral : comment fonctionne-t-il ? Comment le combattre ?* » (Voir le site www.cetri.be).

j'ai un premier gros problème : nous avons pratiquement perdu tout contrôle de notre économie et nous ne pouvons plus choisir notre manière de produire des surplus et de les gérer. Pourquoi ?

Avec l'adoption et la généralisation dans le monde (la mondialisation) du régime économique néolibéral, nos investisseurs nationaux (qu'ils soient privés ou publics) ont affaire à un modèle fondé sur une compétition de plus en plus impitoyable entre les entreprises et les pays. Ce régime exige la libre circulation des biens, des services et des capitaux dans le monde entier (donc, notamment, la suppression de barrières douanières et la fin des régulations du marché par les États). Il oblige la plupart des entreprises, pour survivre, à trouver en dehors de leurs marchés nationaux des consommateurs solvables, à conquérir des marchés nouveaux, à chercher des investissements rentables, à spéculer sur les prix et les taux d'intérêt. Pour résister à un tel régime, elles doivent absolument — c'est la règle d'or ! — être compétitives, et pour qu'elles le soient, il faut notamment que les salaires et les impôts soient les moins élevés possible. Dès lors, leurs dirigeants ne se préoccupent guère de justice sociale : la répartition de la richesse est le cadet de leurs soucis. Ils doivent avant tout bien soigner les intérêts de leurs actionnaires, réduire les charges salariales, remplacer leurs travailleurs par des robots — donc créer des chômeurs — et payer le moins d'impôts possible. Conséquence, les inégalités et le chômage augmentent sans cesse depuis déjà plusieurs décennies. Et quand je demande à nos investisseurs de faire preuve de plus de solidarité et de civisme, de s'occuper moins de leurs intérêts particuliers et davantage de l'intérêt général (de mieux rémunérer leurs travailleurs, de ne pas nuire à l'environnement, de ne pas exploiter les consommateurs, de payer correctement leurs impôts...), ils poussent des hurlements : « que cela réduira la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux » ; « que notre taux de croissance va encore baisser » ; « que cela créera encore plus de chômage ». Je suis bien disposé à comprendre qu'ils travaillent sous un régime économique très difficile à gérer — qu'eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas choisi et qui ne convient qu'aux grandes entreprises multinationales et aux banques. Je comprends, mais...

Mais nos travailleurs protestent autant qu'ils peuvent : ils défendent, comme ils disent, leurs « droits acquis ». Acquis de haute lutte, il est vrai : il leur a fallu plus d'un siècle pour sortir enfin de la misère et jouir de la Sécurité sociale ! Évidemment, je les comprends, eux surtout : ils se sont habitués aux bienfaits de l'État Providence et ils s'aperçoivent maintenant qu'il leur est de plus en plus difficile d'en bénéficier, et que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. Et c'est vrai : la santé l'éducation coûtent toujours cher ; la durée du travail a été prolongée et l'âge de la retraite reculé ; on prévoit des sauts d'index ; l'accès aux allocations de chômage et de maladie est de plus en plus réduit ; les grands services publics ont été pour ainsi dire privatisés et coûtent tous plus chers qu'avant... Et tout ça pour quoi ? Parce que l'État doit dépenser moins, afin de ne pas prélever trop d'impôts, de ne pas grever les coûts du travail, et de favoriser ainsi « la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux ». Et quand j'essaie de faire comprendre aux travailleurs que le monde a changé, que leurs employeurs doivent faire face à une concurrence terrible, que l'État doit pratiquer l'austérité et qu'il ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens, qu'ils doivent négocier un nouveau pacte social avec les patrons (un autre « New Deal » !), ils hurlent, eux aussi, et ils partent en grève ! Ce qui ne fait qu'encourager les investisseurs à s'en aller voir ailleurs !

Et moi, votre Président, me voilà coincé entre les deux. Malgré tous mes efforts, je n'arrive pas à faire comprendre à nos investisseurs et nos travailleurs qu'ils sont pris dans une relation d'autodestruction réciproque dont les conditions leur sont dictées de l'extérieur, par un régime néolibéral qui est en train de créer, dans la plupart des pays du monde³, des inégalités insupportables, et d'anéantir le peu de justice sociale que nous avons réussi à instaurer.

2— La question de l'autonomie externe

Si elle veut survivre et se développer, une collectivité ne peut pas se refermer sur elle-même : vivre en autarcie a toujours été une erreur, mais aujourd'hui, cela est devenu complètement impossible. Aucun pays du monde ne peut produire lui-même tous les biens et les services dont il a besoin, donc il doit exporter pour obtenir les devises nécessaires pour payer ses importations ; il doit aussi s'engager dans de nombreux traités internationaux pour régler les gros problèmes mondiaux (par exemple celui de l'environnement) ; il doit participer à des alliances pour disposer d'appuis politiques et, au besoin, pour se protéger de l'agressivité des autres ; et en plus, il ne peut pas perdre la richesse des échanges avec les cultures des autres régions du monde. Cela étant, les échanges internationaux ne sont pas sans

³. NdT : Voir le Vol. 23-2016/3 de la Revue *Alternatives Sud*, coordonné par Frédéric Thomas : « *Changer le modèle. Ici et maintenant ?* » (sur www.cetri.be).

dangers. Outre la guerre, qui est le pire de tous les fléaux, en participant à des échanges avec d'autres, les pays les moins hégémoniques sont le plus souvent victimes des agissements impérialistes de ceux qui sont plus hégémoniques — encore une fois, c'est bien regrettable, mais les hommes sont ainsi, depuis toujours ! Certains pays perdent donc une partie plus ou moins importante de leur autonomie de décision, et du même coup, ils perdent aussi beaucoup de ressources financières dont ils ont pourtant bien besoin. Ainsi, ils peuvent être contraints d'exporter des matières premières à des prix très variables et trop faibles, contraints d'accepter sur leur sol des entreprises étrangères qui exploitent leurs ressources à des conditions qu'elles fixent elles-mêmes, contraints de s'endetter pour rembourser des dettes anciennes, contraints de payer des amendes s'ils manquent à leurs engagements, etc. Enfin, vous l'aurez compris : il est bon qu'un pays participe aux échanges mondiaux, à condition de ne pas y perdre le contrôle de ses décisions et de ses ressources.

Voyons maintenant comment cela se passe chez nous. Nos anciens Présidents, depuis au moins trois décennies, ont contracté de nombreuses dettes, qui pèsent lourdement sur nos finances publiques. En outre, mes prédécesseurs ont signé maints traités internationaux, notamment sur le libre commerce. À l'époque, je n'étais pas d'accord, mais je n'étais alors qu'un simple sénateur, et notre Parlement les a acceptés à la majorité. J'ai donc dû m'incliner et, une fois devenu Président, je n'ai eu d'autres choix que de respecter les engagements pris par notre État. Résultat : nous devons honorer nos engagements et continuer à rembourser nos dettes (en empruntant à des taux d'intérêt qui, entre-temps, ont considérablement augmenté). Nous devons aussi accepter sur notre sol des entreprises étrangères qui sont plus compétitives que les nôtres : elles ne paient pratiquement pas d'impôts ; elles se restructurent fréquemment et licencient une partie de leur personnel ; elles délocalisent leurs activités dans des pays où la force de travail est plus mal payée que la nôtre et où la Sécurité sociale est pratiquement inexistante ; elles créent des sociétés-écrans et installent leurs sièges sociaux dans des paradis fiscaux. En plus, nous devons exporter nos matières premières et nos quelques produits manufacturés à des prix sur lesquels nous n'exerçons plus aucun contrôle. Dès lors, il nous est de plus en plus difficile de rester maîtres de notre propre destin, notamment de choisir nos partenaires étrangers : avec quels gouvernements, avec quels investisseurs sommes-nous disposés à collaborer ? ; à quel prix avons-nous intérêt à vendre ou à acheter des biens et des services ? Celui qui décide aujourd'hui de tout cela, c'est... « le Marché », ce nouveau « dieu » (avec ses caprices et ses humeurs changeantes : tantôt euphorique, tantôt nerveux, inquiet, déprimé), auquel nous avons des comptes à rendre, et qui lui, n'en rend à personne ! C'est « Lui », par l'intermédiaire des grandes organisations internationales, qui décide de la politique étrangère que nous menons. Autant dire que, dans ces conditions, notre vieille souveraineté nationale, à laquelle nous tenons tant, sans aller jusqu'à dire qu'elle n'est plus qu'un leurre, s'en trouve fortement réduite : elle est davantage une apparence qu'une réalité.

Or, malgré tout cela, il y a dans notre propre pays, parmi nos politiciens, nos hommes d'affaires et dans la population en général, d'innombrables fidèles du dieu « Marché ». Quand j'essaie de leur faire comprendre qu'il faudrait imposer aux investisseurs et aux commerçants étrangers des normes déontologiques avant d'accepter d'échanger avec eux, ils protestent haut et fort, eux aussi : « que cela est contraire à la libre concurrence et aux conventions que nous avons signées », « que si nous leur imposons des contraintes, ils ne viendront pas chez nous et iront ailleurs », « que notre État sera sanctionné et devra payer de lourdes amendes ». Je les comprends, eux aussi, mais, en attendant, ces investisseurs et ces commerçants étrangers — à l'instar des nôtres d'ailleurs —, précarisent les conditions de vie de nos travailleurs, fraudent le fisc et échappent à l'impôt, manipulent les consommateurs et polluent notre environnement.

J'ai beau trouver cela tout à fait inadmissible, la vérité est que je n'ai pas, en tant que chef d'un État isolé, le pouvoir d'imposer au « Marché » et à ses partisans des normes de régulation des échanges externes (par exemple, un code de « bonne conduite » en matière de commerce et d'investissements).

3— La question de la sécurité écologique

Nous venons d'un monde où les gens croyaient au Progrès technique (notre ancien « dieu »), c'est-à-dire qu'ils étaient convaincus que le destin de l'humanité était de maîtriser la nature par la science, la technique et le travail. Après deux siècles de Progrès (comme jamais l'humanité n'en avait connu au cours de sa longue histoire), tout le monde sait bien aujourd'hui (sauf ceux qui ont tout intérêt à en douter), où ce « dieu » nous a menés : la planète est gravement endommagée, elle est en danger et, avec la croissance rapide de la population du monde, les ressources non renouvelables sont en voie d'épuisement. Or, bien sûr, ces ressources sont indispensables à la survie de n'importe quelle

collectivité : comment et de quoi vivraient les générations futures si celles d'aujourd'hui leur laissaient un monde épuisé ? Aucun pays — même une île comme la nôtre — ne peut survivre longtemps s'il consomme ses ressources non renouvelables, s'il pollue son environnement naturel et s'il détruit la santé de ses habitants.

Mais, en même temps, aucun pays ne peut non plus refuser de participer au formidable mouvement de recherche scientifique et technique, qui est plus créatif, plus imaginatif et plus efficace que jamais. Dans tous les domaines — et surtout ceux de l'informatique, de la robotique, de la biogénétique —, des innovations technologiques s'accumulent et changent nos conditions de vie. Certaines de ces innovations (par exemple, les énergies propres et l'agroécologie⁴) sont d'ailleurs très efficaces pour résoudre les problèmes de notre environnement. D'autres, par contre, ne font qu'aggraver la situation : elles empoisonnent les sols cultivables et les mers, elles détruisent la biodiversité (notamment certaines espèces animales), elles perturbent les équilibres écologiques au point qu'elles menacent la survie de l'humanité tout entière, et elles posent, en plus, de problèmes éthiques très épineux (par exemple la manipulation du génome humain).

Qu'en est-il dans notre pays ? Comme vous le savez fort bien, au cours des dernières décennies, nous avons accumulé un savoir-faire de pointe, reconnu par tous, dans un domaine technique très spécifique (les moteurs et les énergies alternatives⁵). Ce savoir-faire pourrait nous permettre non seulement d'atteindre une autonomie énergétique totale, de réduire considérablement la pollution de notre environnement, mais encore, de vendre dans le monde entier des moteurs révolutionnaires, qui nous rapporteraient assez de devises pour améliorer les conditions de vie de toute notre population. Seulement voilà : pour faire fonctionner ces moteurs, il faut extraire un minerai très rare — que nos scientifiques ont baptisé d'un nom imprononçable ! Le hasard a voulu que la principale réserve mondiale de ce minerai se trouve précisément enfouie dans le sol de notre pays. Mais, pour l'exploiter, il faut creuser des mines, détruire un glacier, détourner le cours d'une rivière, construire un barrage, tracer des routes, et recourir à une ou plusieurs entreprises étrangères pour les investissements. Et, pire encore, la pollution que cette exploitation va provoquer aura des conséquences néfastes sur la fertilité des sols de toute la partie nord de notre île, aujourd'hui habitée, comme vous le savez, par une population nombreuse, qu'il vaudrait sans doute mieux déplacer pour lui causer le moins de tort possible.

J'ai consulté les dirigeants élus de cette région pour connaître leur opinion. Et, comme il fallait s'y attendre, elle a été catégoriquement négative : « pas question de permettre qu'un tel projet se réalise ; ce minerai se situe dans notre sous-sol, celui de nos ancêtres, donc il nous appartient. » J'ai tenté de leur expliquer que cette ressource naturelle appartient à l'ensemble du peuple utopien, que son exploitation est nécessaire dans l'intérêt général de la Nation, et que les familles qui seront déplacées seront indemnisées et relocalisées sur des terres plus fertiles. Rien à faire, ils n'en démordent pas ! Que faire ? En tant que garant du bien commun de tous les habitants d'Utopie, je ne peux pas ne pas profiter de l'occasion qui s'offre à mon pays de se développer grâce aux devises que rapportera cette remarquable innovation technologique ; mais en tant que défenseur de la nature et des droits humains, je ne peux pas non plus permettre que la sécheresse détruise le quart de nos sols cultivables et je ne peux pas obliger des milliers de familles à se déplacer, ni réprimer le mouvement de résistance qu'ils sont fermement décidés à m'opposer.

Me voilà donc, encore une fois, pris dans un conflit ingérable, entre les partisans de l'une ou l'autre de ces deux solutions, et, qui plus est, entre trois biens aussi désirables et légitimes les uns que les autres : les droits humains, la sauvegarde de la nature et le développement.

4— La question de l'ordre politique interne

Mis à part quelques anarchistes irresponsables, chacun sait bien que le maintien de l'ordre politique interne est essentiel pour qu'un pays fonctionne correctement, pour que ses citoyens vivent en paix et puissent se consacrer tranquillement à leurs activités. Il faut que chacun sache ce qui est permis et interdit par les lois (pouvoir législatif), que des tribunaux indépendants jugent les délits (pouvoir

⁴. NdT : Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 20 -2013/1, numéro coordonné par Bernard Dutermé et consacré à l'« Économie verte : marchandiser la planète pour la sauver » ; voir aussi dans la même revue : Vol. 21-2014/3, numéro coordonné par Laurent Delcourt et consacré à « L'agroécologie : Enjeux et perspectives » (sur www.cetri.be).

⁵. NdT : Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 18 -2011/7, numéro coordonné par François Polet et consacré aux « Agrocultures : Impacts au Sud ? » (sur www.cetri.be).

judiciaire), et qu'une police et une armée loyales appliquent les décisions des juges (pouvoir répressif). Sans un tel cadre légal, gouverner (pouvoir exécutif) devient difficile, voire impossible. Il y a évidemment plusieurs manières de choisir les gouvernants d'un pays :⁶ les citoyens d'Utopie ont adopté, depuis longtemps, le régime démocratique et je suis personnellement convaincu qu'il est le moins mauvais des régimes politiques !⁷

Pourtant, vous le savez bien, ce régime démocratique peut être détourné de sa finalité (qui est de gouverner selon l'opinion de la majorité) de plusieurs manières : il est possible, au nom de la démocratie, de trahir la démocratie. D'abord, les élus n'aiment pas avoir des comptes à rendre à leurs électeurs : ils ont donc tendance à cacher des informations, sur des dossiers complexes, afin de ne pas devoir justifier leurs décisions, qui d'ailleurs ne sont pas toujours profitables à l'intérêt général qu'ils sont pourtant censés défendre — mais la corruption est facile à pratiquer quand on est au pouvoir. Ensuite, les électeurs ont eux-mêmes tendance à se désintéresser de la chose publique : ils ne s'informent pas sur les programmes des candidats, ne se préoccupent pas de savoir s'ils tiennent leurs promesses ou non, ne les critiquent pas quand ils ne les tiennent pas. Vous pouvez imaginer sans peine où peut mener l'exercice du pouvoir quand les élus ont intérêt à ne pas rendre des comptes et que leurs électeurs ont intérêt à ne pas leur en demander ! Heureusement, direz-vous, en démocratie, les gouvernants ont affaire à une opposition politique. C'est vrai, mais là encore, il y a un piège : en effet, au lieu de critiquer les gouvernants pour les obliger à tenir leurs promesses (ce qui est bien la juste fonction d'une opposition démocratique), elle peut aussi s'efforcer de les empêcher de les tenir (ce qui, si elle s'y prend bien, lui garantit de gagner les prochaines élections). Dans ce but (évidemment jamais avoué), elle utilise plusieurs moyens : bien entendu, une critique destructive, mais aussi la manipulation de l'opinion publique par le biais des médias, la corruption de certains hauts fonctionnaires et de certains politiciens, le blocage des projets de loi au Parlement, le recours à des artifices juridiques pour faire perdre du temps au gouvernement, etc. Ajoutons à cela que des dizaines de lobbies, à la solde des entreprises (nationales ou étrangères), font circuler leurs agents dans les sphères de pouvoir et dans les couloirs des administrations, et tentent de corrompre tous ceux qui semblent disposés à se laisser séduire ; et ça marche : la corruption s'est aggravée considérablement depuis plusieurs années déjà.

Et chez nous ? Eh bien ! c'est triste à dire, mais nos politiciens sont tombés dans les mêmes travers que ceux qui je viens de dénoncer et qui ont dénaturé notre démocratie. Comment est-ce possible ? En Utopie ? C'est possible parce que, comme je vous l'ai expliqué plus haut, ils savent bien que notre souveraineté nationale s'est vidée de la plus grande partie de sa substance. Nos hommes et nos femmes politiques font donc des promesses qu'ils savent n'avoir pas le pouvoir de tenir : par exemple, personne ne peut obliger les patrons d'entreprise à créer des emplois (malgré les cadeaux fiscaux que nos gouvernants leur font), et ce n'est pas non plus l'État qui les créera (au contraire, car ils coûtent cher aux finances publiques). Dès lors, les électeurs, qui observent ce « jeu » depuis tant d'années, ne sont pas dupes : s'ils peuvent s'abstenir, ils ne vont pas voter ; s'ils ne peuvent pas s'abstenir, ils votent sans y croire et pour n'importe qui, et, de toute façon, ils votent pour des leaders populistes qui parviennent encore à les séduire, mais ne tiendront pas leurs promesses non plus.

Bref, je n'irai pas jusqu'à dire qu'il est devenu impossible de gouverner notre pays en respectant la démocratie, mais, ce qui me paraît certain, c'est que la démocratie représentative connaît en ce moment, chez nous et ailleurs dans le monde, une crise de légitimité très grave et qu'il est urgent de penser, non pas à la supprimer, mais, au contraire, à la manière d'empêcher les dérives que je viens de signaler.

5— La question de la coexistence paisible

Les membres d'une collectivité quelconque sont porteurs d'une multitude d'intérêts (les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les gens de toutes les origines sociales ou ethniques, de toutes les régions, de tous les métiers, de toutes les religions, de toutes les opinions politiques...), dont certains

⁶. NdT : Selon leurs cultures, les humains ont utilisé plusieurs critères pour choisir ceux à qui ils confieraient l'exercice du pouvoir politique : — le confier à une espèce d'hommes que l'on croit dotés de qualités naturelles exceptionnelles (les aristocrates) ; — à d'autres que l'on croit choisis et mandatés par les dieux ; — à d'autres encore qui ont fait preuve de leurs mérites et de leur sagesse ; — et finalement, à ceux que la majorité du peuple a choisis par élection. L'efficacité du système choisi dépend de la culture qui a légitimé le choix.

⁷. NdT : Le Président d'Utopie partage donc l'opinion de W. Churchill qui disait du régime démocratique : « *c'est le pire de tous les régimes politiques, à l'exception de tous les autres* ». Ou bien, comme le disait Jean-Jacques Rousseau (avec moins d'humour, mais plus encore de clairvoyance), « *c'est un régime fait pour les dieux, pas pour les hommes* » ! (in *Le contrat social*)

sont compatibles entre eux, alors que d'autres le sont moins ou ne le sont pas du tout. Pour qu'une collectivité puisse survivre et se développer, il faut que tous les groupes sociaux, dont les intérêts peuvent être considérés comme légitimes, puissent les exprimer, s'organiser pour les défendre, les négocier, établir des compromis avec les autres groupes et obtenir de l'État qu'il les garantisse, au besoin par la force. Bien entendu, la première chose à négocier, démocratiquement, est justement la question de la légitimité : quels intérêts sont légitimes et ceux qui ne le sont pas ? Pour qu'il en soit ainsi, il faut que l'État crée des instances de négociation et veille à leur bon fonctionnement. Car une collectivité qui exclut certains de ses membres, qui n'entend pas leur plainte et ne s'efforce pas de satisfaire au mieux leurs revendications, se condamne, à court ou moyen terme, à des conflits violents (parfois armés), qui freineront ou même bloqueront son développement.

La question n'est cependant pas si simple : en effet, il existe des intérêts qui, bien que légitimes, ne sont pas exprimés, tout bonnement parce que ceux qui en sont porteurs n'ont pas les moyens de s'organiser pour les défendre (les enfants, les jeunes, les malades, les pauvres, les étrangers...). L'État doit alors aller au-devant de ces intérêts et veiller lui-même à les entendre et, si possible, à les satisfaire, dans les limites de ses moyens. Mais d'autres cas sont plus complexes encore. Certains intérêts ne sont pas légaux, alors qu'ils sont pourtant devenus légitimes avec l'évolution de la culture : c'est le cas, notamment, du divorce, de l'avortement, de l'homosexualité ou de l'euthanasie. Il appartient à l'État de veiller à ce qu'ils soient dûment analysés et négociés, et à ce que les lois soient modifiées pour fixer les conditions dans lesquelles ces pratiques deviendront légales. Inversement, certains intérêts sont légaux alors qu'ils ne sont pourtant pas légitimes. Ainsi, s'il est bien légal que le propriétaire d'un bien (par exemple, une entreprise) ait le droit d'en disposer librement — donc, notamment de la délocaliser dans un autre pays —, il n'est pas légitime qu'il jette à la rue des milliers de travailleurs et de sous-traitants. Dans ce cas encore, l'État doit pouvoir intervenir et contraindre : fixer des limites, des conditions, des indemnités. Enfin — et c'est peut-être le cas le plus difficile —, quand un intérêt est à la fois illégitime et illégal (par exemple le racisme⁸, le négationnisme, le terrorisme, la pédophilie...), l'État doit évidemment interdire que des organisations se constituent pour l'exprimer et le défendre. Cependant, il ne suffit pas de réprimer : il faut encore qu'il s'efforce de comprendre d'où vient le problème et qu'il s'occupe de prévenir, de soigner, d'éduquer.

Qu'en est-il dans notre pays ? Des dispositifs de négociation des intérêts divergents existent, depuis longtemps, dans les institutions d'Utopie et, jusqu'il y a quelques années, ils fonctionnaient plutôt bien. Hélas ! là aussi, la situation a bien changé, et s'est dégradée. Pourquoi ? Quand les inégalités et les injustices sociales augmentent excessivement, comme c'est le cas chez nous depuis quelques décennies, des groupes, ou plutôt des factions extrémistes issues de certains groupes, sont tentés — parfois après avoir essayé, en vain, de se faire entendre, d'avoir recours à la loi, de négocier avec l'État —, de prendre les armes et de faire la justice eux-mêmes. Je ne dois pas vous rappeler ici les épisodes douloureux que nous avons vécus l'année dernière et encore cette année : nous en avons tous gardé un souvenir horrifié. Et, malgré la répression efficace que nous avons exercée contre eux, et bien que nos prisons soient surpeuplées, nous avons de bonnes raisons de penser que ce n'est pas fini : ces extrémistes ont montré l'exemple, ils ont ouvert la voie, et d'autres se laisseront tenter à leur tour et les suivront.

Bien sûr, comme tous les citoyens de ce pays, je ne peux que condamner fermement ce genre de pratiques. Mais, en même temps, je comprends quelles en sont les causes.⁹ Les dispositifs de notre contrat social fonctionnent mal : ils servent encore à gérer « la crise » et les conflits qu'elle a engendrés (les licenciements, les restructurations, les problèmes interrégionaux), mais ils sont devenus inefficaces pour résoudre les problèmes que j'ai mentionnés ci-dessus. Alors, les gens perdent patience et s'autorisent à utiliser des méthodes inadmissibles.

6— La question de l'intégration sociale

Enfin, pour qu'une collectivité survive et se développe, il faut que tous ses membres, hommes et femmes,¹⁰ disposent des compétences et des ressources dont ils ont besoin pour remplir leurs rôles

⁸. NdT : Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 17 -2010/2, numéro coordonné par Aurélie Leroy et consacré à « Racisme : entre exclusion sociale et peur identitaire » (sur www.cetri.be).

⁹. NdT : Voir sur ce point mon article : « Pourquoi y a-t-il des attentats terroristes en Europe occidentale ? » (sur www.cetri.be).

¹⁰. Voir « État des résistances dans le Sud : les mouvements de femmes », coordonné par Aurélie Leroy, (sur www.cetri.be).

sociaux et mener une vie normale, du berceau jusqu'au tombeau ! Ils doivent pouvoir se former dans de bonnes écoles, trouver un emploi épanouissant, se marier, fonder des familles, avoir des enfants, leur fournir une éducation appropriée, payer leurs soins de santé, avoir un logement décent, se reposer, se distraire, voyager, s'informer... Bref, il faut que la collectivité fasse une place à chacun de ses membres, et cela doit être valable aussi bien pour les riches que pour les pauvres, pour les citoyens d'Utopie que pour les immigrés¹¹ venus de l'étranger pour vivre une vie meilleure dans notre pays.

Or, cela non plus ne fonctionne plus aussi bien qu'avant dans notre pays. Le nombre des chômeurs reste plus ou moins le même depuis de nombreuses années (malgré les cadeaux que l'État fait aux entreprises pour qu'elles créent des emplois). Je vois partout dans nos villes des mendiants et des sans-abri qui vivent dehors, hivers comme étés, des jeunes qui traînent dans les rues, se droguent et parfois se livrent de la petite délinquance. Je sais aussi que notre pays est devenu une plaque tournante pour le trafic des armes à feu, que certains de nos jeunes sont devenus des djihadistes. Et toutes les organisations sociales qui s'occupent de l'intégration sociale (les écoles, les hôpitaux, les centres d'aide sociale, la justice, etc.) n'ont pas assez de ressources financières pour répondre à leurs besoins parce qu'État a fait des coupes sombres dans les budgets destinés aux politiques sociales. Tout cela m'inquiète énormément, mais je ne crois pas avoir le pouvoir qu'il faudrait pour trouver des solutions à tous ces problèmes.

Pour conclure ce déjà (trop long) discours, mes chers concitoyens, j'espère avoir réussi à vous faire comprendre pourquoi je ne briguerai pas un second mandat à la Présidence de notre République et ne me présenterai donc pas aux prochaines élections. Quand vous m'avez élu, il y a cinq ans, je croyais sincèrement pouvoir faire mieux : c'est pourquoi je vous avais fait des promesses, auxquelles vous avez cru vous aussi. Mais, malgré toute ma bonne volonté et tous mes efforts, je n'ai pas pu les tenir d'une manière que je juge satisfaisante. L'expérience de mon mandat m'a beaucoup appris : je sais pourquoi je n'ai pas pu tenir mes promesses, et je ne veux pas abuser une seconde fois de votre confiance. Je me retire donc définitivement de la vie politique.

Je vous souhaite néanmoins une Bonne et Heureuse Année nouvelle. En particulier, je souhaite qu'elle vous apporte un nouveau Président de la République qui vous dise la vérité, avant et pendant la durée de son mandat, et qui fasse tout ce qu'il peut pour tenir les promesses qu'il vous fera.

Qu'est-ce donc qu'un « bon gouvernement » ?

Après avoir lu ce discours, à la fois sincère et pathétique, du Président de la République d'Utopie, je vous propose maintenant quelques réflexions qui me sont venues à l'esprit.

1— Que l'on situe le pouvoir politique au niveau d'un fief, d'une tribu, d'une ethnie, d'une ville, d'une région, d'un pays, d'un ensemble de pays ou du monde entier, le « bon gouvernement » a toujours consisté et consiste encore aujourd'hui à résoudre les six problèmes vitaux de la vie commune et à gérer les conflits qu'ils engendrent :

- il faut que toute collectivité humaine produise davantage de ressources matérielles qu'elle n'en consomme, **mais** aussi que les richesses soient distribuées de manière à satisfaire les besoins de tous ;
- il faut qu'elle participe aux échanges économiques, politiques et culturels avec d'autres collectivités, **mais** sans que celles-ci lui fassent subir l'une ou l'autre forme d'impérialisme qui la priverait du contrôle de ses ressources ;
- il faut qu'elle contribue au progrès des savoir-faire techniques, **mais** sans pour autant épuiser ses ressources non renouvelables et tout en protégeant son environnement naturel ;
- il faut qu'elle sache maintenir son ordre politique interne (grâce à ses institutions législatives, judiciaires, répressives et exécutives), **mais** tout en respectant les exigences de la démocratie politique ;
- il faut qu'elle institue des dispositifs de négociation qui garantissent la coexistence paisible entre les groupes d'intérêts légitimes qui la composent, **mais** sans se contenter d'exclure et de réprimer

¹¹. NdT : Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 11 -2004/1, numéro coordonné par le Centre Tricontinental et consacré à « *Genèse et enjeux des migrations internationales* » (sur www.cetri.be).

aveuglément les groupes d'intérêt qui ne sont pas (ou pas encore) légitimes et/ou légaux ;

– et il faut qu'elle socialise ses membres (qu'elle leur enseigne les compétences qui leur sont nécessaires pour s'intégrer à la vie collective), **mais** aussi qu'elle leur permette d'acquérir les ressources nécessaires à l'exercice de leurs rôles sociaux.

Remarquez bien que, dans les six énoncés qui précèdent, les problèmes des gouvernants proviennent des « **mais** » ! Gouverner serait (était) bien plus facile si (quand) les gouvernants n'avaient à se préoccuper, comme ce fut le cas pendant des siècles, que de ceux qui géraient les richesses (les « classes G »), de ceux qui contrôlaient les échanges avec d'autres collectivités, de ceux qui inventaient des savoir-faire techniques, de ceux qui maintenaient l'ordre politique (donc d'eux-mêmes), de ceux qui étaient assez forts et organisés pour faire valoir leurs intérêts, et de ceux qui disposaient d'assez de ressources pour s'intégrer. Les contradictions et les conflits proviennent de la seconde partie de ces énoncés : quand les gouvernants doivent aussi s'occuper de redistribuer la richesse, de se libérer de l'impérialisme, de protéger leurs ressources naturelles, de respecter la démocratie politique, de respecter la diversité des intérêts, et de garantir les ressources nécessaires à l'intégration de tous leurs membres. C'est quand ils doivent gérer les contradictions et les conflits entre les partisans de la liberté et ceux de la justice sociale que les gouvernants... en perdent le sommeil !

2— S'il est vrai que « bien gouverner » est devenu très difficile, voire impossible dans certains pays (même en Utopie), et que les gouvernants des États Nations ont perdu une grande partie de leur pouvoir de gérer les problèmes vitaux de la vie commune, alors, nous devons admettre que la division du monde en Nations est devenue obsolète. Le pouvoir s'exerce ailleurs et, dès lors, le « bon gouvernement » doit être redéfini non pas dans son contenu, mais bien dans son mode d'exercice, pour tenir compte de la mondialisation. Cependant, cela ne veut pas dire pour autant, surtout pas, qu'il faille supprimer les États Nations. Pourquoi ? D'abord, parce qu'il a fallu des centaines de guerres pour les construire, et si l'on décidait de gouverner sans en tenir compte, on verrait renaître partout ce fléau — le plus épouvantable de tous ceux qui ont empoisonné l'espèce humaine depuis des millénaires —, les guerres pour le contrôle des espaces territoriaux et des ressources qu'ils recèlent. Ensuite, parce qu'il semble évident que ce sont justement les Nations (certaines d'entre elles au moins) qui sont les mieux à même de mettre en place une nouvelle conception du « bon gouvernement », qui permettrait (d'essayer) de résoudre les six problèmes mentionnés ci-dessus, mais cette fois, au niveau mondial.

3— Bien sûr, il existe déjà des organisations internationales qui sont chargées de gérer le monde. Mais celles qui ont le plus de pouvoir et d'influence (le G7, G8, le G20, la Banque mondiale, le Fonds Monétaire international, l'Office Mondial du commerce, l'OCDE) sont précisément financées surtout par les pays les plus hégémoniques du monde. Or, c'est dans ces pays-là qu'est enraciné le modèle économique, social, politique et idéologique — le capitalisme néolibéral — qui se trouve à l'origine des obstacles au « bon gouvernement » que signale le Président d'Utopie, et qui ont rendu son pays ingouvernable. C'est, en effet, la nouvelle classe gestionnaire néolibérale (ceux que j'appelle la « ploutocratie »), qui impose ce modèle au monde entier et qui cherche à vider de leur pouvoir les gouvernements des États nations. Et il est clair que, si cette nouvelle classe gestionnaire finance les organisations internationales citées ci-dessus, c'est parce qu'elles lui sont entièrement dévouées (au-delà des discours idéologiques qu'elles tiennent pour se donner une apparence de légitimité).

4— Dans ces conditions, pour restaurer le « bon gouvernement », il faudrait que les chefs des États Nations d'aujourd'hui, dont les pays sont ravagés par les méfaits du néolibéralisme, au lieu de se soumettre à ce modèle ou de démissionner comme l'a fait le Président d'Utopie, s'unissent et créent des alliances internationales nouvelles (un autre Gx). Il faudrait qu'ils parviennent à constituer ainsi une force politique interétatique¹² suffisamment puissante pour contraindre (car ils ne comprendront que la contrainte) la classe gestionnaire néolibérale, ses organisations et les États qui les abritent et les financent, à abandonner ce modèle inhumain, à le remplacer par un autre, ou au moins, à le réformer en profondeur.

5— Mais, pour aboutir à ce résultat, il faudrait que dans de nombreux pays du monde, des mouvements sociaux et politiques portent au pouvoir des partis « néo-sociaux-démocrates », anti-ou-alternéolibéraux.¹³ Ce qui implique évidemment que ces mouvements sociaux existent : qu'ils s'organisent,

¹². Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 16 -2009/2, numéro coordonné par Laurent Delcourt et consacré au « Retour de l'État : pour quelles politiques sociales » (sur le site www.cetri.be).

¹³. Voir les publications régulières du CETRI sur « L'état des résistances dans le monde » (selon les continents :

se fortifient, se concertent, se donnent une « aile politique », gagnent les élections, se protègent des coups d'État et autres manigances qui chercheront à les empêcher de gouverner, et qu'ils contrôlent étroitement les dirigeants qu'ils éliront. Le chemin sera long et pénible, mais, avec les hommes tels qu'ils sont, les luttes de classes ont toujours été et sont encore à ce prix. À partir des années 2000, notamment dans plus de la moitié du continent latino-américain,¹⁴ des mouvements sociaux très actifs ont réussi à mobiliser assez de citoyens pour porter au gouvernement des dirigeants politiques plus ou moins décidés à résister ou à chercher des alternatives au néolibéralisme. Ces dirigeants ont fait leur possible, je n'en doute pas, mais les difficultés auxquelles ils ont dû faire face les ont le plus souvent obligés, sinon à abandonner la lutte, au moins à édulcorer beaucoup leur projet initial, retournant à « l'extractivisme »¹⁵ ou au populisme. C'est pourtant la seule manière de changer de modèle économique, social et politique : que des mouvements sociaux puissants portent au pouvoir des États des dirigeants soutenus et contrôlés par eux, et que ces dirigeants forment entre eux une nouvelle alliance.¹⁶

Guy Bajoit est Professeur émérite de sociologie de l'Université catholique de Louvain, et Président du CETRI.



Centre tricontinental - CETRI
 av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
 Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
 cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
 service de l'éducation permanente et de la Province
 du Brabant wallon




en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans le Monde arabe) (sur www.cetri.be).

¹⁴. Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 12 -2005/2, numéro coordonné par Bernard Duterme et consacré aux « *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine* » (sur le site www.cetri.be) ; ainsi que Guy Bajoit, Bernard Duterme et François Houtart : *Amérique latine, à gauche toute ?* (Charleroi, Couleurs Livre, 2009).

¹⁵. Voir la Revue *Alternatives Sud*, Vol. 20 -2013/2, numéro coordonné par Frédéric Thomas et consacré aux « *Industries minières : extraire à tout prix* » (sur le site www.cetri.be).

¹⁶. Voir la Revue *Alternative Sud*, Vol. 14-2007/3, numéro coordonné par François Polet et consacré aux « *Coalitions des États du Sud. Retour à l'esprit de Bandung* » (sur www.cetri.be).